

*Proposition présentée par les députés:  
M<sup>mes</sup> et MM. Laurence Fehlmann-Rielle,  
Christian Brunier, Alain Charbonnier, Anne  
Emery-Torracinta et Lydia Schneider Hausser*

*Date de dépôt: 5 mars 2007  
Messagerie*

## **Proposition de motion pour une plus grande participation des femmes à la vie politique**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant:

- que la participation des femmes aux élections et votations stagne ;
- que la différence entre la participation des femmes et celle des hommes augmente ;
- que les femmes candidates à des mandats électifs sont sous-représentées dans les médias ;

invite le Conseil d'Etat

- à lancer une campagne de sensibilisation à l'égard des femmes afin de promouvoir leur participation à la vie politique;
- à promouvoir une éducation citoyenne sur les questions de genre.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Une étude récente (*Swiss electoral studies – selects*) a démontré que les femmes se désintéressent de la politique. En effet, l'écart entre la participation des hommes et celle des femmes augmente de manière significative depuis 1995. En 1995, cette différence était de 8%. En 2003, elle s'élevait à 16%.

Pour rappel : la participation aux élections fédérales de 2003 a été de 54% pour les hommes et de seulement 38% pour les femmes, alors qu'en 1995, elle était de 45% pour les hommes et de 39% pour les femmes.

Dans les pays voisins, cette différence diminue. La tendance va donc dans l'autre sens. Ainsi, en Allemagne, lors des dernières élections législatives, la différence entre la participation des hommes et des femmes ne s'élevait plus qu'à 0,4%.

En Suisse, on peut comprendre que les femmes plus âgées ne participent pas activement aux votations et élections parce qu'elles n'en ont pas encore l'habitude, étant donné que le droit de vote des femmes est relativement récent (1971). Cependant, ce qui est plus préoccupant, c'est la constatation qu'aujourd'hui, les jeunes femmes ont également un comportement passif en politique.

Une partie de l'explication du phénomène peut résider dans le fait que les jeunes femmes, ayant été élevées par des femmes peu habituées à participer à la vie politique, n'ont pas été stimulées à participer elles-mêmes.

Il est également intéressant de constater que les femmes peu intéressées par la politique vont plutôt voter qu'élire. De plus, les femmes mariées participent plus aux élections que les femmes seules, divorcées ou veuves.

### **Quelles sont les causes de ce désintérêt des femmes ?**

*Première raison* : selon Karin Schwiter, députée du canton de Schwyz qui écrit une thèse en matière de genre, les filles et les garçons suisses grandissent toujours avec des attentes et des attributions sexuées, donc différenciées.

Aujourd'hui encore, on transmet aux enfants que la politique est une affaire d'hommes. Elle parle d'« une socialisation sexuée subtile ». Certains thèmes politiques sont beaucoup plus facilement attribués aux hommes : il est

normal que les hommes parlent de politique financière ou agricole, les femmes d'éducation ou de garde d'enfants.

*Deuxième raison* : l'absence ou l'insuffisance de modèles auxquels s'identifier est souvent évoquée comme problème, d'où l'importance de l'influence des quelques heureuses élues en place et de la manière dont elles sont présentées dans les médias. Il y a donc un intérêt à une présence forte de femmes journalistes chroniqueuses de la vie politique qui sauront considérer à égalité, et sans allusions excessives à leur physique et à leur vie privée, femmes et hommes publics.

Or, les femmes sont encore trop souvent ignorées des médias et cela est prouvé par des enquêtes.

En 1995, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes, la plate-forme d'actions des Nations Unies a identifié les médias en tant que domaine d'action stratégique, c'est-à-dire à traiter en priorité si l'on veut instaurer l'égalité des sexes. Il faut d'une part augmenter la participation et l'accès des femmes aux prises de positions politiques grâce aux médias et aux nouvelles technologies de la communication. D'autre part, il faut promouvoir une image non stéréotypée des femmes dans les médias.

Malheureusement, le pouvoir des médias se retourne souvent contre les femmes car ces derniers exploitent une image contribuant à renforcer les clichés : objet sexuel, garce dominatrice, femme soumise, ravissante idiote. Ainsi, lorsque l'on évoque les médias et les femmes, il est d'emblée question d'image et de pouvoir.

La recherche très instructive de M<sup>mes</sup> Hardmeier et Klöti, de l'Université de Berne, qui ont analysé la campagne électorale de 2003 sous l'angle du genre, a relevé que s'il y avait 35% de femmes candidates aux élections fédérales, la place que les médias leur ont réservée ne correspondait qu'à 25%. Elles y étaient donc nettement sous-représentées, quels que soient les partis dont elles étaient issues.

Or, tout en construisant la réalité sociale, les médias jouent un rôle actif dans la formation de l'opinion publique, et peuvent donc avoir une influence sur le changement de mentalités, indispensable si l'on veut que notre société évolue. Montrer les femmes politiques, leur permettre de s'exprimer sur tous les thèmes et pas seulement sur ceux attribués généralement aux femmes comme l'égalité ou le social.

*Troisième raison* : la personnalisation et la polarisation de la politique ne parlent pas aux femmes. Les femmes, de par leur socialisation différente, sont en général plus intéressées par une politique touchant aux thèmes et aux choses concrètes. Les combats de coqs les intéressent assez peu. Or,

aujourd'hui, les divergences et la valorisation des luttes entre les différentes formations sont plus visibles que les projets qui apportent des solutions pragmatiques aux problèmes à résoudre.

Un autre problème se situe dans l'image négative de la politique relayée par les médias et dans le langage commun. «*Combat, lutte, joute, arène, affrontement, gagner, perdre, victoire, défaite*» : autant de mots guerriers qui reviennent souvent et qui sont plus familiers à la culture et à l'éducation masculine que féminine. D'où, chez beaucoup de femmes, le sentiment qu'elles feront un travail plus efficace dans un autre milieu que la politique, notamment associatif ou professionnel.

### **Que faire ?**

- Attirer l'attention des femmes sur l'importance des élections et des votations en partant de problèmes qui les touchent réellement.
- Démontrer que les finances publiques, la fiscalité, l'aménagement du territoire, etc., ont également une influence sur leur vie quotidienne. On sait, par exemple, que les femmes utilisent plus les transports publics que les hommes.
- Le SPPE (Service pour la promotion de l'égalité) a fait un travail considérable en mettant sur pied, par exemple, une exposition sur les femmes politiques genevoises. De même, le soutien à la manifestation du 8 mars organisée par les associations féminines et donnant la parole à la présidente de la Confédération rend bien visibles les femmes politiques. Nous estimons néanmoins encore nécessaire de donner les moyens au SPPE afin qu'il puisse mener une campagne spécifique à l'égard des électrices en perspective des prochaines élections fédérales notamment.
- Promouvoir une sensibilisation aux questions de genre pour les enseignant-e-s d'éducation citoyenne, ou mieux encore mener une campagne de sensibilisation auprès des enseignant-e-s en général.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à faire bon accueil à cette proposition de motion.